

Les mères quittent l'hôpital trop tôt, selon les sages-femmes

SANTÉ Les effets pervers de la réduction du séjour à l'hôpital

- ▶ Moins d'hôpital, mais davantage d'aide à la maison le projet semble échouer en créant de l'iniquité.
- ▶ Les femmes isolées fragilisées.

Ce devait être du gagnant-gagnant. La ministre de la Santé, en réduisant, début 2015, de quatre à trois jours le forfait remboursé aux hôpitaux pour la prise en charge d'une naissance, le ferait en développant la prise en charge des jeunes mères une fois rentrées à la maison. Ce faisant, Maggie De Block suivait les recommandations du Centre d'expertise des soins de santé, qui venait de publier un rapport qui concluait que les Belges étaient les femmes européennes qui restaient le plus à l'hôpital, sans en retirer un profit en termes de la santé de l'enfant ou de réduction de la mortalité infantile.

Seize mois après le début de la mesure, c'est plutôt du perdant-perdant. Et les sages-femmes, qui soutenaient pourtant le principe d'un retour plus précoce à la maison, crient au péril. Les hôpitaux ont vu leurs revenus rabetés. « Les hôpitaux voient un plus grand turn-over de patientes, le taux d'occupation chute, le personnel diminue, cela empêche les sages-femmes de préparer sereinement le retour des familles à domicile », explique Vanessa Wittvrouw, présidente de l'Union des

sages-femmes belges. La collaboration intensifiée entre les hôpitaux et les sages-femmes, annoncée lors de la coupure budgétaire, n'arrive pas. Des projets-pilotes ont été sélectionnés il y a deux mois. « Rien n'est encore mis en place, et il faudra deux ans avant qu'ils soient évalués et éventuellement généralisés. Pendant ce temps-là, les bébés continuent à naître. Il aurait fallu construire l'alternative avant de couper dans les temps de séjour », souligne Wittvrouw. Car cela se passe parfois très mal : « Certaines maternités font revenir les femmes 4 jours après l'accouchement pour effectuer des tests de dépistages néonataux, tels que le contrôle de la bilirubine (jaunisse), le test de Guthrie (maladies métaboliques). De telles pratiques sont inacceptables et constituent un danger pour la santé des mères et des bébés, comme la non-présentation de l'enfant ou des tests faits hors-délai ». D'autant que ces tests peuvent être réalisés par un généraliste ou la sage-femme.

Wittvrouw insiste : cette évolution est alarmante, mais elle ne frappe pas partout de la même manière. « C'est même cela qui est choquant. Selon la région où vous accouchez, votre prise en charge varie énormément. On constate une grande disparité de prise en charge, d'où le risque de vide de soins pour les nouveaux parents, un isolement plus marqué, des femmes vulnérables délaissées. Certaines jeunes mères sont poussées au retour à la gestion des tâches familiales plus rapidement, au détriment d'un légitime temps de récupéra-

tion ». Autre péril : « Il est courant dans certaines régions francophones que les mères et leur bébé se retrouvent au troisième jour après la naissance sans la mise en place d'un relais professionnel à domicile alors qu'un système efficace de soins postnatals, assurés par les sages-femmes indépendantes, existe et est remboursé par la Sécu ».

L'aspect économique prend bien souvent le dessus sur la prise en charge adéquate des familles

Bref, chaque nouvelle mère devrait pouvoir accéder à une sage-femme. Or, selon des statistiques des Mutualités Libres, seules 4 femmes sur 10 y avaient recours... avant la réforme. « Il règne toujours un flou énorme dans l'organisation du retour à domicile tant pour les parents que pour les professionnels de la santé. Les aspects économiques prennent bien souvent le dessus sur la prise en charge adéquate et sécuritaire des familles », met en garde Wittvrouw. Exemple : des centrales de soins sont en train de construire des systèmes de prises en charge multidisciplinaires, mais s'aperçoivent que les soins postnatals ne sont remboursés que 31 euros. « Si une sage-femme consacre une heure à sa visite, ce n'est pas rentable. Il y a parfois une pression pour diminuer le temps consacré ». Les sages-femmes mettent donc en garde : si rien n'est fait pour corriger le tir, l'efficacité des soins donnés aux bébés et aux jeunes mères est en danger. ■

FRÉDÉRIC SOUMOIS